



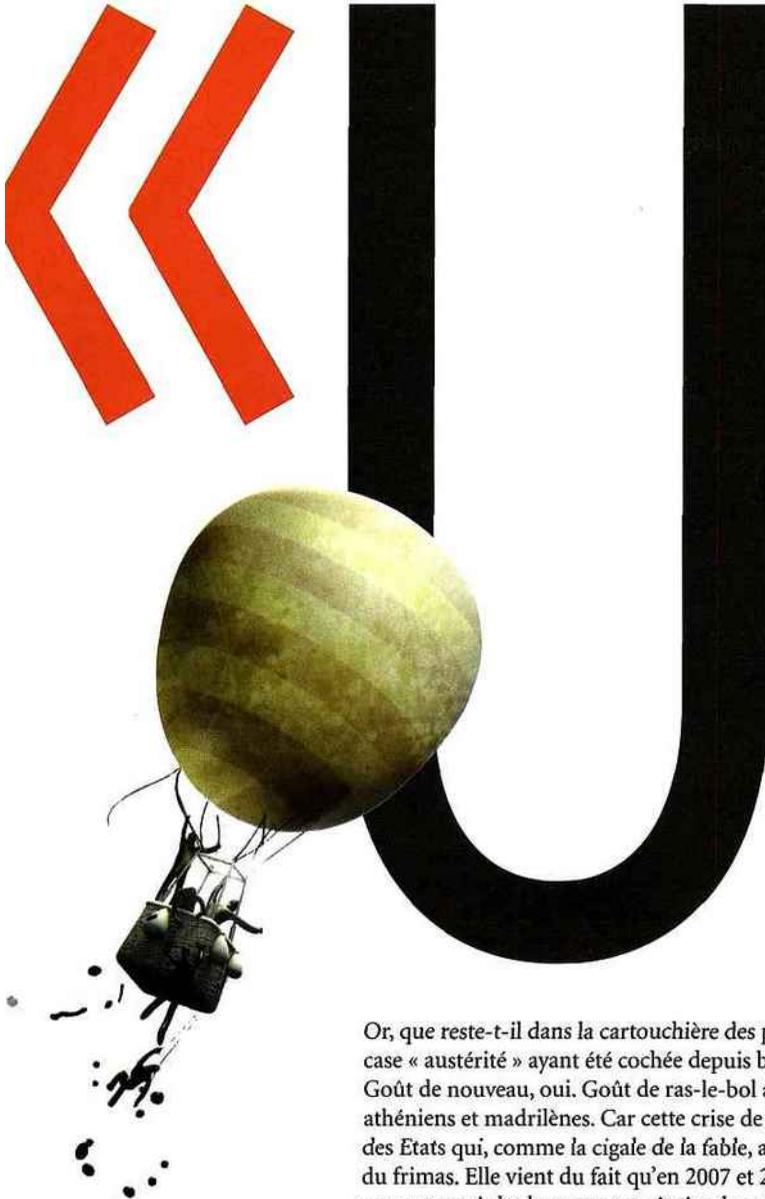
dossier

CRISE COMMENT EN SORTIR

Si, c'est possible ! Sans doute pas grâce à trois mesurètes et en un tournemain. Mais l'issue de la grave dépression économique que vit le monde n'est pas forcément fatale. Penseurs, économistes, activistes et prospectivistes ont d'ailleurs commencé à imaginer le jour d'après. Et un peu partout dans le monde, des initiatives préfigurent ce nouveau monde, ce temps des éclaircies après la tempête.
« Terra eco » vous les fait découvrir.

Par ARNAUD GONZAGUE / Illustration : COLCANOPA pour « Terra eco »



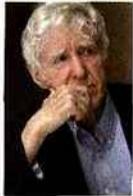


ne des plus violentes tempêtes du siècle », « une spéculation plus imprudente et risquée qu'aucune autre connue dans l'époque moderne », « le plus grand cycle d'expansion et d'effondrement spéculatif des temps modernes »... Ces citations, compilées par l'historien Charles Kindleberger, ne datent pas du mois dernier, mais respectivement de... 1772, 1847 et 1929 ! La preuve que le capitalisme a déjà été plusieurs fois secoué par des crises retentissantes. Mais il faut le dire : celle qui accable l'Europe et les Etats-Unis depuis cet été a quand même un petit goût de nouveau. Pour la première fois, l'oncle Sam a failli ne jamais boucler son budget, comme une PME mal en point. Pour la première fois, une agence de notation a affublé ce premier de la classe d'un bonnet d'âne. Pour la première fois, des membres de la zone euro – la Grèce, l'Irlande, le Portugal – ont frôlé la banqueroute, au point de faire tanguer les 17 et d'obliger la Banque centrale européenne à sortir l'extincteur. Et désormais, c'est le risque de récession qui pointe à nouveau le bout de son sale museau.

Or, que reste-t-il dans la cartoucière des pouvoirs publics pour lutter ? Rien ou presque, la case « austérité » ayant été cochée depuis belle lurette.

Goût de nouveau, oui. Goût de ras-le-bol aussi. Et pas seulement chez les « indignés » athéniens et madrilènes. Car cette crise de l'endettement n'est pas le fruit de l'insouciance des États qui, comme la cigale de la fable, auraient guinché tout l'été sans se préoccuper du frimas. Elle vient du fait qu'en 2007 et 2008, les contribuables ont dû se saigner à blanc pour secourir les banques empêtrées dans la crise des « subprimes » et ses dommages collatéraux, qui n'ont qu'une cause : l'irresponsabilité des acteurs de la finance. En est-on sorti échaudé au moins ? Même pas. La régulation financière, promise main sur le cœur par le G20 il y a trois ans, s'apparente encore à un vœu pieux. La taxe sur les transactions financières, « *nécessité évidente* », selon la chancelière allemande Angela Merkel, continue d'appartenir à l'espèce foisonnante des serpents de mer. Et les mêmes virtuoses de la City ou de Wall Street continuent d'engloutir les mêmes bonus exorbitants gagés sur les mêmes prises de risque inconsidérées. Comment leur en vouloir, puisqu'en 2010, les plus gros *hedge funds* – les fonds hyperspéculatifs – ont enregistré des profits records, bien supérieurs à ceux des premières banques, dans un climat d'impunité qui n'a pas varié d'un pouce ? Le fait est qu'on ne peut pas demander à une civilisation qui marche sur la tête de filer droit. Voilà pourquoi il est nécessaire de la faire entrer dans une nouvelle ère. Comme l'a avancé Henry Kissinger, ancien secrétaire d'Etat américain peu connu pour son optimisme débordant, « *cette crise est la chance de construire un nouvel ordre mondial* ». Mais que faire ? Et par où commencer ? Il nous a semblé nécessaire, pour répondre à ces questions, de tendre le micro à une poignée de penseurs avisés – économistes, environnementalistes, associatifs... – et de dévoiler les pistes qu'ils prônent pour que cette crise ne revoie jamais le jour. Ce qu'ils défendent n'est ni un coup de plumeau, ni un coup de Kärcher : c'est un coup de pied dans nos frilosités. —

1 « Faire dire la vérité écologique aux marchés » Lester R. Brown*, président du Earth Policy Institute



« La mesure-clé pour restructurer l'économie est de faire dire la vérité aux marchés, c'est-à-dire de leur faire parler des coûts réels. Pour la question de l'énergie, cela signifie instaurer une taxe carbone qui reflète le coût réel des carburants fossiles, compensée par une réduction d'impôts sur le revenu. Pour nous engager sur

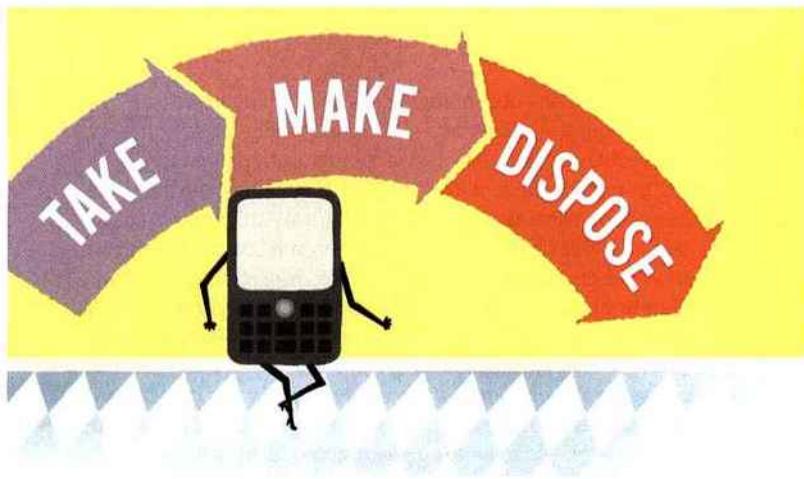
une voie durable, il faut que les économistes calculent tous les coûts indirects et travaillent avec les élus pour les incorporer aux prix des marchés. (...) Quand nous disposerons de marchés qui disent la vérité, avec des prix reflétant les coûts réels de la consommation d'énergies fossiles, de la déforestation, du pompage excessif des nappes phréatiques ou de la surpêche, alors notre économie commencera à être

rationnelle. Si nous parvenons à mettre sur pied un marché honnête, les forces de marché agiront rapidement sur l'économie mondiale de l'énergie. Cette remise à plat verra la réduction rapide de l'utilisation de charbon et de pétrole, et soudainement, l'éolien, le solaire et la géothermie nous paraîtront bien plus accessibles que les énergies non renouvelables. »

* Extraits de *Basculement, comment éviter l'effondrement économique et environnemental* (Rue de l'Echiquier, sortie le 6 octobre).



ELLEN MACARTHUR OUVRE UN BOULEVARD À LA CROISSANCE CIRCULAIRE Par ALICE BOMBOY



À la Fondation Ellen MacArthur, les idées de Lester Brown font leur nid. On y prône d'ailleurs la « croissance circulaire ». « C'est un système dans lequel le recyclage prend sa réelle définition », explique Jocelyn Blériot, directeur de recherche de l'organisation. Dans celui-ci, nos déchets sont intégralement transformés en matière première pour produire d'autres biens et services. Les machines à laver ne font pas que passer sur le tapis roulant de la consommation, qui les emportent de l'usine à la décharge : elles sont séparées en nutriments biologiques, qui retournent aux écosystèmes, et en nutriments techniques, réutilisés dans d'autres produits. « Ces matériaux seront cyclables à l'infini ou, au

moins, sur une durée qui fait une vraie différence environnementale », poursuit-il. Un modèle hautement inspiré par la nature, où les plantes nourrissent les vers de terre, qui enrichissent le sol à leur mort, fournissant de l'engrais - sain ! - à de nouvelles plantes.

Exemple : en 2003, Ford sortait son *concept-car* Model U, dans lequel la garniture intérieure, à base de composés chimiques non toxiques, pouvait être

recyclée indéfiniment - le nutriment technique - et le toit, à base de fibres naturelles issues du maïs, pouvait être composté - le nutriment biologique. « Pour passer à ce business model, il est indispensable d'estimer le coût des externalités », assure Jocelyn Blériot.

Des externalités ? Késako ? En clair, ce sont les effets provoqués par un agent économique sur un autre agent, alors que celui-ci n'avait rien demandé. Pour le meilleur, c'est l'apiculteur dont les abeilles pollinisent gratuitement les arbres de l'arboriculteur. Pour le pire, c'est un système crachant des milliards de voitures jetables qui, loin de contribuer à la santé de notre futur, épuisent les ressources de notre bonne vieille Terre. « C'est encore un idéal. Mais si on en réalise 60 %, ce sera déjà bien ! », conclut le spécialiste. —

2 « Faire un audit des vraies richesses »

Patrick Viveret*, philosophe et politologue, ancien conseiller à la Cour des comptes



« Pour refonder nos politiques publiques, il faut imiter les comptables : périodiquement, ceux-ci se livrent à

l'exercice d'inventaire pour vérifier que les chiffres qu'ils manient correspondent bien au réel. Or, nos comptabilités nationales et les données sur lesquelles elles s'appuient sont coupées de la réalité. Parce qu'elles ne posent pas la question : quelles sont les vraies richesses et qu'est-ce qui ne l'est pas ? Ce n'est pas aux statisticiens en chambre, mais aux citoyens de répondre à ces questions. Cela leur permettra de prendre conscience qu'un certain nombre de richesses fondamentales – la santé, l'éducation, l'environnement... – sont oubliées, alors que des destructions sociales ou écologiques font grimper le Produit intérieur brut (PIB). Un audit des vraies richesses permettra aussi de réaliser que, dernièrement, les politiques d'austérité menées par les gouvernements sont un contresens économique et humain. Car en pratiquant des coupes claires dans les budgets sociaux, elles détruisent de vraies richesses au profit des fausses, portées par les marchés financiers. La commission Stiglitz sur la mesure de la performance économique et du progrès social, créée en 2008, le dit officiellement. Pourquoi n'est-elle n'est pas écoutée ? »

* Dernier ouvrage : *De la convivialité* (La Découverte, 2011).



DANS LES PAYS DE LA LOIRE, LES CITOYENS REMONTENT AUX RESSOURCES

Par RAPHAËL BALDOS

« Quelles sont les richesses que nous détenions et que nous avons perdues ? Celles à transmettre aux générations futures ? Qu'est-ce qui compte le plus ? » Dans les Pays de la Loire, des citoyens, des associations, des chefs d'entreprise et des élus planchent sur ces questions depuis janvier. Objectif : trouver de nouveaux outils de mesure de la richesse de la région. Les indicateurs habituels butent sur leurs propres limites : essayez un peu d'évaluer la crise écologique actuelle avec le PIB !

Sur une idée de l'Observatoire de la décision publique (ODP), le Conseil régional s'est donc attelé à la fabrication de nouveaux thermomètres pour prendre la température de son territoire. L'ODP, présidé par le philosophe Patrick Viveret, n'en est pas à son coup d'essai. On le retrouve derrière le Forum pour d'autres indicateurs de richesse, mis sur pied lors de la Commission Stiglitz en 2008. Du le retour, l'année suivante, de la régie Eau de Paris dans le giron du service public. « L'ODP a mené pendant un an et demi un travail très important pour faire accepter le changement de statut chez le personnel. C'est un bon exemple de démocratie sociale, qui a nourri mon argumentaire auprès des politiques et du maire Bertrand Delanoë », observe Anne Le Strat, présidente d'Eau de Paris et adjointe au maire, chargée de l'eau.

Pour créer les nouveaux indicateurs de richesse des Pays de la Loire, la technique de l'ODP est simple : on discute d'abord, on invente ensuite. « Nous n'avons pas suivi la pratique habituelle, qui consiste à prendre des indicateurs alternatifs pour les adapter au territoire. Nous sommes partis à l'envers. C'est inédit en France », se félicite Hélène Combe, déléguée générale de l'ODP. Plus de 2 000 personnes ont participé, toute l'année, aux rencards fixés dans des lieux publics, des entreprises ou des lycées. Une centaine de débats en tout. Ce qui en sort ? « La prise de conscience de la nécessité du collectif pour combler la perte de lien social, l'exigence de partage et de solidarités, l'urgence de la protection de l'environnement », résume Hélène Combe. Avec son équipe – ODP, région, Société publique locale d'aménagement, Ecole des mines – elle va désormais proposer, début 2012, les nouveaux instruments de mesure, histoire de mettre en œuvre « un autre développement ». Ensuite ? Elus et citoyens devront mettre la main à la pâte. —

3 « Empêcher les banques de recourir aux Etats »

Thierry Philipponnat, secrétaire général de Finance Watch*



« Les banques occidentales ne sont absolument pas préparées à affronter les problèmes financiers pour une raison simple : elles ont pris l'habitude d'appeler les Etats, donc les contribuables, au secours pour se recapitaliser en cas de pépin. Or, elles pourraient être infiniment plus solides en

possédant des fonds propres plus importants. Mais la législation bancaire en vigueur, dite « Bâle II », est extrêmement laxiste en la matière : aujourd'hui, quand une banque prête 100 euros à un Etat ou une entreprise, elle est obligée de n'avoir que... 60 centimes de fonds propres en cas de perte. Comment pourrait-elle faire face à la moindre vaguelette avec si peu ? Et la réglementation « Bâle III »,

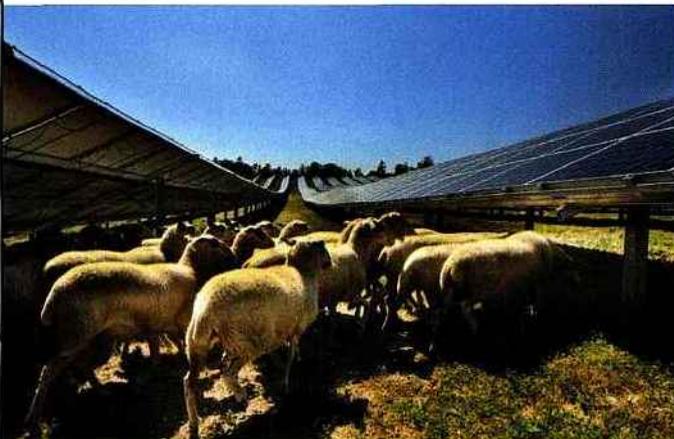
qui n'entrera pas en vigueur avant 2019, fera passer cette somme à 1,80 euro. C'est dérisoire ! Il faut augmenter drastiquement le pourcentage obligatoire de fonds propres pour que les banques perdent cette manie de se reposer sur les fonds publics. Des voix tout à fait sérieuses, comme celle d'Anat Admati, professeure à Stanford, ou Martin Hellwig, du Max Planck Institute, pensent que l'exigence de fonds propres pourrait aller jusqu'à 20 % du total de leurs actifs. Donc, pour 100 euros prêtés, les banques devraient avoir provisionné 20 euros. C'est du bon sens, confirmé par l'analyse économique et financière. »

* Association visant à mieux réglementer la finance.



TRIODOS, CHAMPION NÉERLANDAIS DE LA BANQUE DURABLE

Par JULIE MAJERCZAK (à Bruxelles)



« **S**oyez fier de votre épargne. » Le slogan est osé en ces temps troublés. Pourtant, les clients de Triodos qui témoignent sur Youtube affichent bel et bien leur fierté. Eux savent qu'ils épargnent utile et que, d'un clic de souris, ils ont accès aux projets soutenus par leur banque. Eux ont compris qu'on pouvait se servir de ses économies comme d'un contre-pouvoir à la finance folle. Car Triodos est devenue la banque durable de référence. Née il y a trente ans aux Pays-Bas, sa notoriété y est montée en flèche à la faveur de la crise. Ce qui fait la différence ? La volonté de faire rimer rentable avec durable. Pas question

de jouer avec les créances titrisées et autres produits complexes. Chez Triodos, on fait simple. La banque n'est pas cotée en Bourse et les dépôts des clients servent à financer des projets concrets : une entreprise de livraison à vélo, une chaîne de restauration rapide bio, des projets d'énergie renouvelable, etc. Bref, la fameuse « économie réelle ». Quant aux placements, ils filent dans des fonds éthiques. Une équipe ne cesse d'évaluer les entreprises cotées en Bourse pour voir si elles ont le bon profil. Et pour la rémunération ? « *S'il vous importe peu de savoir ce que devient votre argent, vous trouverez mieux dans d'autres banques* », résume Paul Gérard, responsable de la com de Triodos Belgique. Pour un compte épargne, le taux de base est de 1 % + 0,25 % de prime de fidélité, ce qui correspond à la fourchette basse de la moyenne des banques.

Et ça marche. En 2010, l'établissement affichait une hausse des bénéfices de 20 % (à 11,5 millions d'euros), du nombre de clients de 11 % (285 000), des crédits aux entreprises de 28 % (2,1 milliards d'euros). Et le staff est passé de 300 employés en 2005 à près de 700 aujourd'hui. Triodos a pris pied en Belgique, en Grande-Bretagne, en Espagne et en Allemagne. Pas encore en France. « *On y réfléchit* », glisse Paul Gérard. Mais Triodos a deux principes : ne pas grandir trop vite et répondre à une demande. Avis aux amateurs ! —

4 « Réduire à néant la dette publique et privée » Pierre Larrouturou*, économiste



« Quand on assiste aux déboires d'Obama avec la notation de Standard & Poor's, on a l'impression que l'endettement

des Etats est une fatalité tombée du ciel. On oublie que jusqu'à l'arrivée de Ronald Reagan aux affaires en 1981, ni les Etats-Unis, ni l'Europe n'avaient de dette. Parce qu'ils n'en avaient pas besoin ! L'endettement public n'existe que parce que les gouvernements ont anéanti les impôts des plus favorisés. Parallèlement, depuis les années 1980, alors que les salaires stagnent, que le chômage et le travail précaire explosent, on a encouragé les ménages à s'endetter encore et encore. La solution pour réduire la dette privée est donc de donner du travail correctement payé à tout le monde. Et pour oublier l'endettement public, d'imposer ceux qui en ont les moyens. Pas besoin d'aller bien loin : en France, supprimer les cadeaux fiscaux consentis

depuis dix ans et revenir à la fiscalité de 2000 apporterait 100 milliards de plus dans les caisses – de quoi résorber la quasi-totalité du déficit public ! Aujourd'hui, les revenus du capital sont taxés à 16 %, contre 35 % pour les revenus du travail. Il

suffirait qu'ils le soient autant l'un que l'autre pour que 40 milliards supplémentaires entrent dans les caisses. Si tous les pays en faisaient autant, ces histoires de dette ne seraient qu'un mauvais souvenir. »

* Elu Europe Ecologie - Les Verts.

Dernier ouvrage : *Pour éviter le krach ultime* (Nova, 2011).



Liliane Bettencourt, principale actionnaire de L'Oréal, et Lindsay Owen Jones, pèdégé du groupe, en 2002.

pascal stiller - réa

5 « Créer des Etats-Unis d'Europe »

Dominique Méda*, sociologue et philosophe



« Il faut évidemment engager, par étapes, une transition écologique et sociale, où l'emploi ne sera plus l'ennemi de l'environnement, où la qualité du travail passera avant sa productivité, où la politique sociale sera la priorité. Mais on ne pourra rien faire seuls : la souveraineté

doit être transférée à un échelon supérieur, sur une zone qui devienne un laboratoire social et environnemental, autrement dit des Etats-Unis d'Europe. On est obligé d'aller vite si l'on veut échapper à la destruction complète de nos conditions de vie et de nos paysages. »

* Directrice de recherches au Centre d'études de l'emploi.

Dernier ouvrage : *Pour en finir avec ce vieux monde, les chemins de la transition* (Utopia, 2011).

6 « Développer des monnaies non spéculatives » Bernard Lietaer*, professeur à l'université de Californie



« La bonne nouvelle est que le sentiment général de pessimisme qui envahit le discours public et les médias

en Occident pourrait ne pas être justifié. (...) L'abondance durable est possible. » Mais elle « ne peut se matérialiser qu'à la condition préalable d'un système monétaire durable lui aussi. En pratique, cela signifie compléter la monnaie Yang en vigueur, générée et contrôlée de façon centralisée et hiérarchiquement, avec des monnaies Yin créées directement par les gens. » Il y aurait plusieurs milliers de ces monnaies complémentaires, « dont l'émission se base sur l'égalitarisme, qui décourage l'accumulation et qui encourage la coopération entre ses utilisateurs ».

* Extraits d'*Au cœur de la monnaie* (Editions Yves Michel, 2011).



LE CHIEMGAUER, LE BILLET QUI OUVRE GRAND LA BAVIÈRE

Par ANTOINE HEULARD (à Berlin)

Cela ressemble à des billets de Monopoly. Mais au cœur des Alpes bavaroises, le « Chiemgauer » est une monnaie tout à fait officielle. Alors que l'euro vacille, ces petits billets très colorés ont le vent en poupe : 2 000 consommateurs les utilisent et 400 entreprises régionales les acceptent, du coiffeur au dentiste. Lancé en 2003, la devise se propose de soutenir l'économie locale contre la mondialisation. « Utiliser le Chiemgauer, c'est envoyer un message de solidarité à son commerçant », explique Christophe Levannier, vice-président de Regios, l'association qui gère cette monnaie régionale. « Cela veut dire qu'on préfère acheter local, plutôt que dans une grande enseigne nationale ou internationale. »

Le Chiemgauer est à parité avec l'euro. Mais pour éviter qu'ils ne dorment dans les tiroirs, les billets ont une durée de vie limitée à trois mois. Une façon d'accélérer la « vitesse de la monnaie », le nombre de fois qu'un même billet est utilisé. « C'est psychologique, glisse Christophe Levannier. Quand on a des Chiemgauer et des euros en poche, on préférera utiliser la monnaie locale en priorité. De plus, les bénéfices restent enfermés dans la région, au lieu de



courir la planète à la recherche du placement le plus rentable. » Selon leurs créateurs, les Chiemgauer tournent ainsi trois fois plus vite que la monnaie unique. L'an dernier, plus de 4 millions d'euros d'achats ont été réglés avec la monnaie alternative. Et quand les billets sont périmés ? Il faut payer une commission de 2 % pour les réutiliser. Les sommes ainsi récoltées – plus de 10 000 euros par an – servent à financer des projets sociaux.

Monnaie idéaliste ? « Monnaie protectionniste », dénoncent ses détracteurs. « A grande échelle cela pose un problème en termes de commerce extérieur », prévient Gerhard Rösl, professeur d'économie et ancien de la Bundesbank. Reste que le Chiemgauer fait des émules : une cinquantaine de monnaies régionales ont désormais cours outre-Rhin. —

Le monde à la relance

Depuis le début du XX^e siècle, le capitalisme est régulièrement en crise. A chaque fois, les gouvernants tentent de faire repartir la machine en mettant en place tour à tour des politiques conservatrices ou progressistes. Tour d'horizon.



1933 Le New Deal

Réaction spectaculaire à la Grande dépression aux Etats-Unis, le New Deal de Franklin Roosevelt ambitionnait de relancer l'économie américaine, soutenir les catégories sociales les plus pauvres, et réformer les marchés financiers.

7 « Renforcer la mixité hommes-femmes pour mieux réagir »

Fabienne Margotteau, dirigeante du cabinet de recrutement Auréane Conseil



« C'est dans les situations de crise que la diversité en général, et la mixité hommes-femmes en particulier, sont les plus essentielles.

Je ne me risquerais pas à dire que les femmes ont une sagesse ou une prudence qui manquent aux hommes – ce serait un stéréotype réducteur. Mais chacun d'entre nous a en lui un pôle "masculin" et un pôle "féminin", et ce qui compte dans une entreprise, c'est la complémentarité entre ces deux pôles. On sait, et la crise l'a montré, qu'un homme ou une femme immergé dans un environnement "unisexe", a tendance à se restreindre à un seul mode de pensée. Voilà pourquoi dans les instances directionnelles, il faut mélanger les vécus, les cultures. C'est comme ça que l'on changera les pratiques. »



LA NORVÈGE PREND LE TRAIN DE LA PARITÉ

Par ANNE-FRANÇOISE HIVERT (en Scandinavie)

Flytoget collectionne les titres. En 2008, la compagnie ferroviaire qui assure la liaison de l'aéroport d'Oslo à la gare centrale a été élue meilleur employeur de Norvège. En 2010, elle a décroché la première place des entreprises les plus populaires du royaume, avec un taux de satisfaction de ses clients de plus de 80 %. Kari Skybak, directrice des ressources humaines, en est convaincue : la parité au sein de l'entreprise est « un des facteurs » de ce succès. En 2003, la Norvège a été le premier pays au monde à adopter une loi exigeant que les femmes occupent au moins 40 % des postes, au sein des conseils d'administration de ses grandes entreprises. Les patrons avaient jusqu'en 2005 pour se mettre en règle. Le gouvernement norvégien leur a finalement adressé un ultimatum : sans respect de la loi avant 2008, leurs compagnies seraient dissoutes. L'objectif est aujourd'hui atteint. Fondée en 1992, Flytoget est allée plus loin. Non seulement, les femmes occupent la moitié des sièges du conseil d'administration et des postes de direction, mais elles représentent plus de

50 % des effectifs de la compagnie, qui compte 330 salariés, le tout, sans discrimination active à l'embauche. « Nous avons des clients des deux sexes, du monde entier et nous essayons de faire en sorte que cette diversité se reflète aussi chez nos employés », explique Sverre Høven, le directeur des opérations.

Les hôtesses, par exemple, sont encouragées à suivre la formation de conducteur de train, si elles le souhaitent. Un corps de métier encore dominé par les hommes. Mais chez Flytoget, elles sont désormais 15 % à exercer cette profession. Sverre Høven n'y voit que des avantages : « Leur arrivée bouscule un certain conservatisme. » Pour Kari Skybak, « les hommes réagissent souvent de façon plus rationnelle, tandis que les femmes sont conscientes de l'importance de l'affectif, ce qui améliore souvent la communication ». Pour autant, selon le quotidien *Aftenposten*, seules 5 des 220 entreprises norvégiennes cotées en Bourse sont dirigées par des femmes. Et elles ne représentent toujours que 17 % des effectifs des conseils d'administration des PME du pays. —



1947 Le Plan Marshall

Les Etats-Unis ont consacré 100 milliards de dollars à la reconstruction de l'Europe. L'idée ? Accorder des prêts aux Etats européens... pour payer des importations en provenance des Etats-Unis.



1947 La révolution verte

Tout juste indépendante, l'Inde se lance dans une ambitieuse politique agricole en réponse à la grave crise alimentaire qui la frappe. Depuis les années 2000, l'Inde est autosuffisante sur le plan alimentaire.



8 « Faire fonctionner la planche à billets »

Stephane Hallegatte, économiste au Cired*



« Les plans de relance publics sont des outils éprouvés de sortie de crise, surtout quand la politique monétaire atteint ses limites comme aujourd'hui. Mais en Europe, les Etats sont paralysés par leur dette, et se montrent incapables d'agir. Une solution serait d'autoriser la Banque centrale européenne à créer de la monnaie, comme le fait la Fed aux Etats-Unis, pour racheter de la dette et permettre à l'Etat la mise en place d'un ambitieux plan d'investissement. Cela créerait des emplois et découragerait la spéculation. L'inflation augmenterait sans doute, mais ce n'est pas négatif car cela aiderait à apurer le système financier et à rapprocher les compétitivités européennes. Enfin, les investissements pourraient être tournés vers l'efficacité de l'utilisation des ressources naturelles et l'éducation, permettant de réorienter l'économie vers une trajectoire plus durable. »

* Centre international de recherche sur l'environnement et le développement.
Dernier ouvrage : *Pour une consommation durable* (La Documentation française, 2011).

9 « Ne plus laisser les Etats emprunteurs à la merci des marchés »

Philippe Askénazy*, membre des Economistes atterrés



« Il est urgent de définancieriser l'Europe. Les Etats ne doivent plus dépendre des marchés financiers, de leurs frayeurs et de leur irrationalité quand ils ont besoin de prêts. Il faut que la Banque centrale européenne devienne le premier acheteur de dettes souveraines. Aujourd'hui, elle doit passer par le marché secondaire pour les racheter, c'est un non-sens. »

Dernier ouvrage : *Les Décennies aveugles : emploi et croissance* (Seuil, 2011).



1979 Le « thatchérisme »

Premier ministre du Royaume-Uni de 1979 à 1990, Margaret Thatcher a mené une lutte féroce contre l'inflation, une baisse des impôts, lancé de très nombreuses privatisations et pratiqué l'affaiblissement systématique des syndicats.

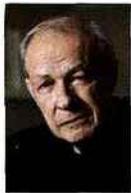
1983 La rigueur

Incarnée par le Premier ministre socialiste Pierre Mauroy et son ministre des Finances Jacques Delors, la rigueur était censée répondre à la détérioration des finances publiques et au chômage galopant.



mark paterson - redlux - réa

10 « Empêcher les agences de noter les Etats » Michel Aglietta*, économiste



« Les agences de notation sont sans doute pertinentes pour évaluer les entreprises, parce que la performance d'entreprise est facile à mesurer et surtout, parce que la possibilité de faillite existe. Mais elles ne savent pas noter les Etats. Que signifie un Etat performant ? Que signifie un Etat en faillite ? Les peuples ne disparaissent pas d'un claquement de doigts ! Il faut donc exclure les agences de tous les contrats et prêts qui concernent les Etats, comme l'a d'ailleurs fait la Securities and Exchange

Commission, le "gendarme" des marchés financiers américains. Pour les remplacer, il faut créer une entité publique indépendante, capable de juger les pays non pas selon des critères de performance entrepreneuriale – où la moindre dépense est regardée comme un coût –, mais selon leur capacité productive. Autrement dit, est-ce que les Etats font des investissements pertinents à long terme – dans l'éducation, la recherche, la santé... – ou bien des dépenses improductives ? »

* Conseiller scientifique au Centre d'études prospectives et d'informations internationales.
Dernier ouvrage : *La crise, les voies de sortie* (Michalon, 2010).



2000 Les 35 heures

Mise en place par le gouvernement Jospin, cette réforme visait la création de 700 000 emplois via le partage du temps de travail. Les effets de cette politique sont encore aujourd'hui controversés.



2009 La relance américaine

L'objectif du plan lancé par le président Barack Obama consistait à créer ou sauver 3 à 4 millions d'emplois. Son coût devait s'élever à 789 milliards de dollars (577 milliards d'euros).

11 « Démanteler la culture du consumérisme »

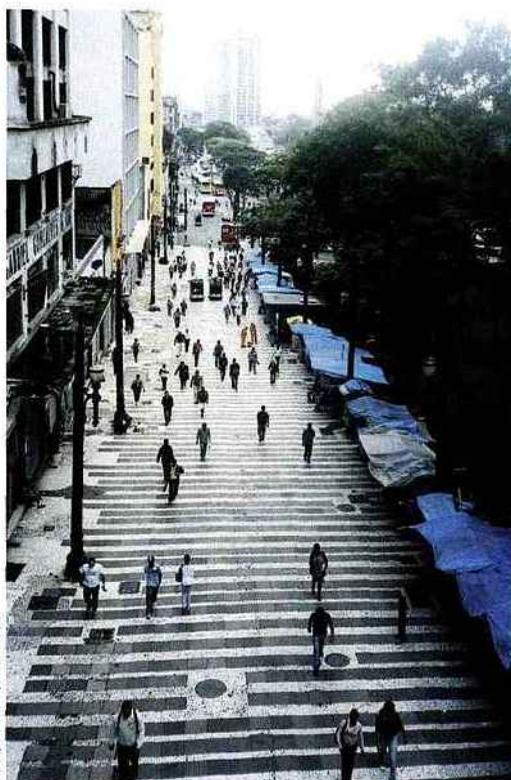
Tim Jackson, professeur de développement durable à l'université du Surrey



« Le consumérisme s'est développé en partie comme un moyen de protéger la croissance économique alimentée par

la consommation. Mais il encourage la compétition sociale improductive et il a des impacts psychologiques et sociaux dommageables sur la vie des gens. La culture du consumérisme est transmise par les institutions, les médias, les normes sociales et un ensemble de signaux, subtils et moins subtils, qui encouragent les gens à s'exprimer, à chercher une identité et à rechercher un sens à leur vie via les biens matériels. Démanteler ces structures d'incitants complexes exige une attention systématique aux innombrables façons dont elles sont construites. De toute évidence, il faut une réglementation plus stricte concernant les médias commerciaux. »

* Extraits de *Prospérité sans croissance* (De Boeck, 2010).



julie guichet - picturabank

LA PUB INTERDITE DE SÉJOUR À SÃO PAULO

Par ANNE-GAËLLE RICO
(à São Paulo)

Pollution sonore, embouteillages, délinquance, São Paulo n'est en rien un modèle d'urbanisme. Et pourtant, la capitale économique du Brésil a été la première ville au monde à interdire la publicité dans son espace public. Depuis le début des années 2000, d'immenses panneaux publicitaires fleurissaient dans ses rues, leur nombre croissant avec le pouvoir d'achat des habitants. La loi « ville propre », votée à la quasi-

unanimité par le conseil municipal, fut la réponse des autorités locales face à cette prolifération de la pollution visuelle. Le 1^{er} janvier 2007, toute publicité visible de la rue a donc dû disparaître. Et les enseignes commerciales sont aujourd'hui encadrées par des normes strictes de taille, hauteur et espacement qui dépendent de la hauteur de l'immeuble. Quel que soit l'événement, festivals, élections municipales et même Coupe du monde de football, la municipalité assure qu'aucune exception n'est envisagée.

Mais après avoir accusé le coup, les annonceurs

se sont adaptés : la publicité s'est déplacée vers les ascenseurs, les taxis, les zincs de bars... Les hommes sandwich ont également repris du service. Les espaces qui échappent à la règle, comme le mobilier public urbain, les abribus ou le métro, sont quant à eux littéralement envahis, non seulement de publicités classiques, mais aussi d'écrans de télévision qui diffusent en boucle des films publicitaires. Malgré cette échappatoire, le caractère novateur de la lutte de São Paulo contre la pollution visuelle à grande échelle inspire le gouvernement fédéral. Depuis juin dernier, une loi visant l'interdiction de la publicité infantile est en discussion au Parlement. Son objectif ? Protéger les enfants et lutter contre « la consommation excessive des familles ». —